

Le pouvoir aux travailleurs

05 MAI 1997

N° 45

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LE GOUVERNEMENT DEFEND LES INTERETS DES RICHES, AUX TRAVAILLEURS DE DEFENDRE LES LEURS .	2 - 3
- CRISE UNIVERSITAIRE: LE GOUVERNEMENT PASSE A L'OFFENSIVE, FACE A L'INDECISION DES ETUDIANTS	4 - 6
- GREVE DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER "MAISON DE LA CULTURE"	6 - 7
- UNE SURVIVANCE BARBARE QUI EN DIT LONG SUR LA SOCIETE CAPITALISTE	8 - 9
- Y A FONCTIONNAIRES RICHES, Y A FONCTIONNAIRES PAUVRES	9 - 10
- LA JUSTICE DES RICHES A L'OEUVRE	10
- UN ETAT DE DROIT... POUR LES EXPLOITEURS	10 - 11
- LE BONHEUR POUR UNE MINORITE ET LE MALHEUR POUR LA MAJORITE	11
- SYSTEME CAPITALISTE = SYSTEME CRIMINEL .	12
- LA MONTEE DE LA POLITIQUE ETHNISTE ET DU NATIONALISME DANS LES PAYS AFRICAINS	13 - 17

LE GOUVERNEMENT DEFEND
LES INTERETS DES RICHES,
AUX TRAVAILLEURS
DE DEFENDRE LES LEURS

A la suite de Bédié qui a parlé, il y a quelques semaines, de "grèves illégales, sauvages et aux motivations politiciennes", ses ministres ne ratent pas une occasion pour réagir sur le même ton méprisant contre les travailleurs. C'est ainsi qu'à l'occasion du défilé du 1er mai, le ministre de la Fonction publique a tenu aux travailleurs des propos, accompagnés de menaces, au sujet de "ces grèves et revendications (qui) s'accompagnent de violence inexplicable, de destructions aveugles et d'agressions barbares".

Visiblement, Bédié et son gouvernement doivent être passablement énervés ces derniers temps par les quelques grèves qui ont éclaté ici ou là. C'est ce que dit d'ailleurs le même ministre: "...force est de reconnaître que le climat social dans lequel les manifestations commémoratives ont lieu cette année est marqué par des remous sociaux et de nombreux conflits collectifs, dont le bien-fondé est toujours difficile à cerner".

Vraiment, il faut être un bon serviteur des riches pour ne pas comprendre le "bien-fondé" de la grève des travailleurs de CARENA par exemple, qui touchent moins de 400F de l'heure, alors que leur travail permet au patron d'empocher 80.000F de l'heure. Il faut être un bon serviteur des riches pour parler de grèves "illégales" et "aux motivations politiciennes" quand des travailleurs du bâtiment se mettent en grève pour revendiquer une augmentation de leurs salaires qui vont de 1.000 à 2.500F par jour, c'est-à-dire à peine de quoi manger à leur faim, eux et leur famille.

Oui, ces derniers temps, il y a eu d'autres grèves telles

que celle des travailleurs de la SOGB, celle des enseignants du secondaire, celle des employés des impôts, celle des convoyeurs des fonds, sans parler de celle des étudiants qui revient périodiquement. Mais toutes ces grèves visent un même objectif: obtenir une augmentation des salaires, le paiement des arriérés de bourses ou refuser une baisse du pouvoir d'achat.

Toutes ces grèves sont légitimes. Il est juste que les travailleurs revendiquent de meilleures conditions de vie. Il est normal que les jeunes revendiquent des meilleures conditions d'études, car leurs parents paient des impôts en partie pour cela aussi.

Mais face à ces revendications, la réaction du gouvernement a été à chaque fois brutale. Le gouvernement a envoyé systématiquement des forces de l'ordre contre les grévistes. Les "agressions barbares et sauvages", les "destructions aveugles" dont parlait l'honorable ministre étaient le fait non des grévistes, mais des forces de l'ordre.

Oui, le gouvernement a décidé de montrer la "fermeté" (c'est le mot du même ministre). Et le premier ministre, lors du 1er mai a carrément dit au représentant de la centrale "Dignité": "n'envoyez pas vos troupes à l'abattoir". Le message est clair: le gouvernement au service des riches fait bloc avec les patrons pour que ceux-ci ne lâchent rien aux grévistes. Une satisfaction quelconque des revendications risquerait de donner de "mauvaises" idées à d'autres travailleurs et donc d'entraîner d'autres grèves.

Le gouvernement veut "un climat social serein et convivial", dans le but "d'attirer de plus en plus d'investisseurs". Mais pour cela, il faut qu'il crée lui-même les conditions en donnant satisfaction aux revendications des travailleurs. Sinon, il n'y a aucune raison qu'ils sacrifient leurs conditions de vie et de travail sur l'autel de la croissance et des profits des riches.

**CRISE UNIVERSITAIRE:
LE GOUVERNEMENT
PASSE A L'OFFENSIVE,
FACE A L'INDECISION DES ETUDIANTS**

Voilà maintenant 6 mois, c'est-à-dire depuis la rentrée scolaire, que les cours sont perturbés dans les universités. Les étudiants ont mille raisons d'être mécontents. Et ils ont raison de se battre pour faire aboutir leurs revendications.

Un simple constat montre que la lutte des étudiants s'étend dans la durée. Et le gouvernement n'a reculé devant aucune des revendications majeures avancées par les étudiants. Et pourtant Soro Guillaume, le Secrétaire Général de la FESCI, dit lui-même lors d'une interview qu'il a donnée en début de ce mois, que les revendications qu'ils avancent sont "de simples revendications d'arriérés de bourses, de révision d'une réforme de l'enseignement supérieur, etc... des problèmes concrets et faciles à résoudre". Alors, pourquoi les étudiants n'arrivent donc pas à faire aboutir "de simples revendications... faciles à résoudre"?

L'interview donnée par le S.G. de la FESCI parue dans "La Voie" du 3-4 mai donne une idée assez claire à cette question.

La Voie: "Dans le communiqué du gouvernement, il a été dit que des étudiants se sont regroupés en bandes pour s'attaquer à leurs camarades, pour obliger les restaurateurs à leur servir à manger gratuitement. Qu'en pensez-vous?"

S.G. : "Je m'inscris en faux. La FESCI ne peut pas

commettre de tels actes. Nous nous sommes comportés depuis 6 mois en hommes matures et responsables. Nous avons organisé des manifestations qui se sont déroulées correctement."

Cette réponse donnée par le S.G. de la FESCI est effectivement conforme à sa politique molle. Et c'est là tout le problème.

Mais encore faudrait-il expliquer ce que avoir un comportement "mature et responsable" veut dire. Le problème n'est pas de s'attaquer ou pas à des restaurateurs. Le problème, c'est plutôt de savoir quelles armes on se donne pour faire aboutir la lutte. Est-ce qu'il faut "obliger les restaurateurs à servir à manger gratuitement"? Pourquoi pas, s'il s'agit de s'attaquer non pas au vendeur de Garba mais les restaurants universitaire dans les cités ou encore le self-service qui se trouve à l'Hypermarché SOCOCE, au Deux-Plateaux? Il y a un choix de classe. Et la FESCI a choisi de perdre la lutte plutôt que de s'attaquer à sa classe sociale, à la classe des riches. Parce que pour gagner, il aurait peut-être fallu aussi brûler quelques Mercedes, quelques Patrol, Quelques BMW; vider quelques pharmacies, pour distribuer les médicaments aux nécessiteux, etc. Et non! La FESCI et derrière elle les étudiants n'ont pas choisi cette politique. Bien au contraire, on les a vu s'attaquer aux pauvres

en brûlant des Woro-Woro à Abobo, à Yopougon, ou encore casser des étalages de petites vendeuses comme les étudiants l'ont fait il y a 3 mois de cela à Abobo et comme ils l'ont d'ailleurs souvent fait dans le passé, en préférant du même coup se mettre à dos les travailleurs.

Derrière la politique de la FESCI, il y a une politique de classe. Ils n'ont pas, par exemple, appelé à marcher le 1er Mai avec les travailleurs. Ils ont préféré choisir le 2 mai. Et attention! Même pas en marche unitaire mais "en marche éclatée"! Dans quel objectif, cette marche? "pour interpeler la population"... "Nos parents sont restés muets depuis le début de la crise universitaire", répond Soro.

Tout ça ne tient pas debout. C'est trop facile de mettre sur le dos "de la population" ses propres incapacités, résultat d'un choix politique! Parce que pour sensibiliser la population, il aurait justement fallu manifester avec elle. Sauf si, ce qui est beaucoup plus vraisemblable, ce que Soro appelle "population", c'est des avocats, médecins ou autres journalistes, etc, et qui appartiennent par conséquent à la classe des riches et non à la classe des pauvres.

D'ailleurs, la FESCI ne revendique-t-elle pas fièrement comme "parrain", Bédié lui-même? La voilà, la belle réalité! Pour avoir le droit un jour de cirer les chaussures de la classe des riches, de servir les intérêts des riches en gérant leurs affaires, en tirant le maximum sur le travail des ouvriers, etc, comme c'est l'ambition de la majorité des étudiants, comme c'était le cas d'un certain Bédié, comme c'est aujourd'hui le

cas d'un Gbagbo et de son frère jumeau Wodié! Eh bien, pour cela, il faut dès à présent être "mature et responsable"!

Ce n'est pas pour rien que la FESCI n'a à aucun moment montré sa solidarité à la lutte des travailleurs de la Carena qui sont pourtant en grève depuis plus de 2 mois et qui se réunissent en AG devant le siège de leur centrale syndicale qui est "Dignité". Et pourtant en se rendant en masse au siège de "Dignité", les étudiants eux-mêmes pouvaient trouver leur compte. Parce que s'il y a une chose qu'un gouvernement bourgeois craint c'est bien l'union possible entre les travailleurs et les étudiants en lutte.

Mais ce choix relève aussi d'un choix politique de classe. Parce qu'en se faisant, la FESCI se faisait taxer de "faire de la politique"; reproche que le gouvernement a d'ailleurs fait plus d'une fois à la Fesci, ne serait-ce que ces derniers mois. Et systématiquement, on l'a vu, la Fesci a tenu plusieurs fois à faire des déclarations dans les journaux en disant que eux, ils ne font "pas de politique". Mais ce faisant, en réalité, les dirigeants de la Fesci font justement de la politique. C'est celle, surtout, de ne pas être taxés de faire cause commune avec les travailleurs, quitte à perdre la bagarre; quitte à avoir une "année blanche" derrière.

Ce n'est pas non plus un hasard que, même dans le cadre strictement scolaire, les dirigeants de la Fesci n'ont jamais voulu radicaliser leur mouvement, ne serait-ce qu'en cherchant à l'étendre aux élèves des collèges et lycées, comme elle l'avait fait en 1990. Et

pourtant, les élèves ont aujourd'hui les mêmes problèmes que les étudiants. On peut même remarquer par-ci, par-là, depuis quelques mois les élèves se mettre en grève. Tout dernièrement encore des élèves de plusieurs collèges étaient en grève par solidarité avec leurs enseignants qui eux aussi ont des problèmes de salaires. Mais à aucun moment la Fesci n'a eu une politique vis-à-vis de ces jeunes. Et cette politique s'explique très bien.

C'est que les partis d'oppositions, que ce soit le FPI ou le PIT, pour ne prendre que ces deux partis, qui sont assez liés avec le milieu des étudiants et des enseignants, donc de la Fesci et de Synesci, eh bien ces partis ne voient pas aujourd'hui d'un bon oeil la lutte des étudiants, comme celle des enseignants, d'ailleurs. Parce que les Gbagbo et les Wodié sont aujourd'hui préoccupés à monnayer quelques places de strapontins dans leur fameux "gouvernement d'ouverture". Et on peut remarquer qu'à aucun moment, Gbagbo ni wodié n'ont ouvertement apporté leur solidarité à la lutte des étudiants. Bien au contraire. A chaque fois que Wodié s'est exprimé, c'est pour appeler à la "modération". Il faut dire qu'il a perdu son poste

de député et la solde qui va avec. Alors, il est bien pressé d'aller à la mangeoire.

Depuis le 2 mai de très bonne heure, le gouvernement, craignant depuis quelques temps un débordement de la Fesci par les étudiants, a pris la décision de contre-attaquer ces derniers en décidant la fermeture de toutes les cités universitaires d'Abidjan, désorganisant ainsi ces derniers. Pour l'instant, officiellement, les universités, elles, sont toujours ouvertes. Combien de temps encore? Tout dépendra de la suite des événements. Ce qui sûr, c'est que le gouvernement n'aura aucun scrupule à fermer l'université, s'il pense ainsi prendre le dessus sur les étudiants. Il l'a déjà aussi montré par le passé. De ce point de vue, donc, une année blanche n'est effectivement pas à écarter.

Ce qui est sûr, c'est que personne ne peut aujourd'hui prévoir qui des étudiants ou du gouvernement vont gagner la bagarre. Tout dépendra de la réaction des étudiants eux-mêmes; de leur capacité à contraindre leur syndicat, la Fesci, à mener une politique plus radicale et à l'étendre vers les collèges et les lycées.

GREVE DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER "MAISON DE LA CULTURE"

Les 250 ouvriers qui travaillent dans la construction de "la maison de la culture" qui est située au bord de la lagune à Treichville étaient en grève le jeudi 24 et le vendredi 25 avril.

Cette future "maison de culture" est une construction d'Etat. Elle est financée par la Chine. La plupart des manoeuvres et des ouvriers y travaillent depuis plus de 10 mois pour

certaines et 7 mois pour d'autres. Mais comme pour donner l'exemple à tous les exploités de ce pays, les travailleurs, tels des bêtes de somme, ne sont même pas déclarés à la CNPS, n'ont aucune garantie de l'emploi, aucune assurance en cas d'accident, aucun congé payé, pas de gratification, aucun contrat ne leur a été soumis. Et tout cela s'est fait au vu et au su du gouvernement. N'est-ce pas lui le commanditaire des travaux? La seule chose qui avait été donnée aux travailleurs, c'était la promesse d'une future régularisation de leur situation.

Et voilà comment il y a de cela quelques jours, l'employeur a demandé aux travailleurs de signer des contrats de 3 mois renouvelables. C'est se moquer des travailleurs. Et les travailleurs l'ont pris comme tel. Voilà pourquoi ces travailleurs se sont unanimement mis en grève.

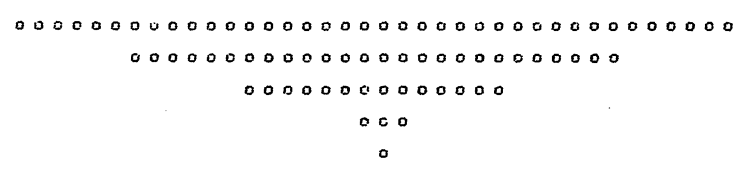
Seulement, le gouvernement ne l'a pas entendu de cette oreille. Dès le deuxième jour, il a envoyé une forte délégation pour intimider les travailleurs. Il y avait un représentant de la présidence, un représentant du ministère de la culture, les employeurs chinois; l'inspection du travail, un lieutenant de police et plusieurs policiers armés. Les travailleurs étaient représentés par 9 de leurs délégués.

Du côté des riches et des

gens à leur solde, il n'y a pas eu de dialogue. Il n'y a eu que des menaces à l'égard des travailleurs. Le lieutenant de police les a menacés de les mettre en prison; l'inspecteur du travail -il serait mieux de l'appeler, inspecteur au service des riches- a menacé les travailleurs de renvoi pour "grève illégale". Et quand les travailleurs ont tenu à s'expliquer sur leur contrat, sur leur conditions de travail, etc, l'inspecteur du travail leur a clairement dit que le patron est libre de faire ce qu'il veut. La voilà, la réalité!

C'est là un exemple de plus que les travailleurs n'ont rien à attendre ni du gouvernement, ni de l'inspection du travail, ni d'une quelconque justice pour défendre leurs intérêts.

Les travailleurs du bâtiment sont de ceux qui sont les plus exploités dans ce pays. Ceux de la "maison de la culture" ont montré la voie à suivre. Parce que la lutte est la seule voie de salut pour la défense de leurs intérêts. Et ils peuvent avoir la force, ils peuvent se faire craindre, s'ils prennent conscience de la nécessité de s'organiser, de s'unir par-delà leurs corporations, ethnies, nationalités ou religions; par-delà leurs employeurs où chantiers qui les emploient.



L E U R S O C I E T E

UNE SURVIVANCE BARBARE
QUI EN DIT LONG
SUR LA SOCIETE CAPITALISTE

Dans le village d'Angoda, à 15 kms de Toumodi, la mort est devenue le lot quotidien des villageois.

A la mort de dame Kouassi Ako, les habitants ont décidé de faire "*danser le cercueil*". La défunte a "désigné" comme "auteur de sa mort", 6 habitants. Ils ont tous été accusés "de pratique de sorcellerie et de détention de pouvoir maléfique" et ont été condamnés par le tribunal de Toumodi de 1 à 3 ans de prisons ferme.

Suite à cette histoire, "*les quatre chefs d'Angoda, en accord avec les cadres et toute la population*" ont décidé de "*purifier*" leur village.

Pour se faire ils ont loué le service d'un "*devin*". Un prétendu "*puissant féticheur*", un charlatan.

Ce dernier a organisé deux "*cérémonies d'exorcisme*" sur la place du marché.

Par ailleurs, les chefs ont autorisé que la population dénonce les sorciers. Sur quoi, quatre personnes ont été "*démasquées*" par le féticheur.

Pour montrer sa force, le féticheur n'en restera pas là. Il "*révélera*" aussi qu'un "*éminent cadre du village devait aussi être sacrifié par les sorciers*".

Sur quoi quatre autres "*sorciers*" vont être encore démasqués. Au total, ainsi, huit "*sorciers*" ont été démasqués et soumis à de "*sévères amendes*".

"*Pour montrer sa puissance, le devin va déterrer les fétiches appartenant aux mis en cause*". Et pour bien faire, il va lui même "*installer un puissant fétiche pour protéger le village*".

Et Soir-Info du 21 avril de conclure, "... *la population d'Angoda qui a apprécié à sa juste valeur les révélations et les démonstrations du devin, elle s'est sentie libérée des serres des sorciers*".

On en rirait si ce n'était une histoire réelle. On en rirait parce que cette histoire nous ramène des siècles en arrière dans l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui on est à l'ère de l'informatique, des hommes ont marché sur la lune, la technique et la science font des progrès considérables. Personne ne devrait croire à de pareilles sornettes, dont les origines remontent à la nuit des temps, lorsque l'être humain, complètement ignorant, incapable de dominer ou même seulement de comprendre la nature qui l'entourait, cherchait une protection imaginaire dans la

L E U R S O C I E T E

sorcellerie.

Mais le progrès social n'a pas suivi les progrès des sciences et des techniques. L'organisation sociale actuelle réserve le savoir, comme la richesse matérielle, à une petite minorité. Les moyens techniques les plus modernes sont utilisés pour propager des croyances et des superstitions qui sont des survivances d'époques révolues. C'est dans une imprimerie moderne, utilisant probablement des ordinateurs que l'on a tiré le journal qui propage des "informations" aussi stupides. C'est par les ondes de la télévision, transmise à l'aide de satellites artificiels, qu'on propage des cérémonies catholiques ou musulmanes proclamant des croyances nées dans des sociétés encore primitives.

Le journal qui nous rapporte cette histoire ne nous renseigne malheureusement pas si dans le village d'Angoda, il y a de l'eau courante, un médecin, une pharmacie. Si un minimum d'hygiène existe. Mais on peut en douter. Il est au contraire fort probable que les villageois consomment de l'eau de marigot sans la faire bouillir. L'organisation sociale les maintient, sur le plan matériel,

comme sur le plan culturel et moral des siècles en arrière par rapport aux possibilités des temps modernes. Et pourtant, ce sont des hommes des temps modernes. Ils produisent pour le marché mondial. Le capitalisme les a rejoints mais préfère les maintenir dans la misère et dans l'ignorance.

Mais les étudiants, les intellectuels ont aussi leur part de responsabilité dans cette situation. Pas seulement parce qu'eux-mêmes, au lieu de propager la connaissance et la culture auxquelles ils ont le privilège d'avoir accès, ils propagent souvent l'obscurantisme, l'intégrisme religieux, en leur donnant leur caution. Mais plus encore, parce qu'ils ne combattent pas une société injuste, inégalitaire qui réduit à la misère matérielle et morale la majorité de la population, alors que la capacité de produire de l'humanité, débarrassée de l'emprise du grand capital, rationnellement organisée pourrait assurer largement non seulement ce qui est nécessaire pour ce qui est de la nourriture, le logement, l'habillement, des soins corrects, mais aussi, l'éducation et la culture.

Y A FONCTIONNAIRES RICHES, Y A FONCTIONNAIRES PAUVRES

A en croire Frat-Mat, un vol a été commis il y a une vingtaine de jours chez un "conseiller" de

Bédié. Le voleur se serait emparé d'une "somme de 3.500.000F, des bijoux de grande

L E U R S O C I E T E

valeur, 3 montres en or, etc..."
 Oh! ce monsieur n'est certainement pas à plaindre. Les bandits feraient mieux d'aller rendre visite de ce côté là d'Abidjan, au lieu de sévir à Abobo!

Il est clair que la

"politique d'austérité" menée depuis plusieurs années contre les travailleurs par ces mêmes gens a pour objectif premier l'enrichissement des riches d'ici et d'ailleurs et, en passant, l'enrichissement des "grilleurs d'arachides" tels que ce "conseiller" et son patron.

LA JUSTICE DES RICHES A L'OEUVRE

Un chauffeur et son apprenti ont été condamnés respectivement à 3 ans et 2 ans de prisons par le tribunal de Bouaflé, pour avoir volé... un paquet de spaghetti et du sel. La justice des riches punit durement les pauvres, même pour un petit

larcin.

Mais quand le riche vole le pauvre et le réduit à la misère, eh bien, ce riche-là n'a rien à craindre de cette justice.

La justice est au service des riches.

UN ETAT DE DROIT... POUR LES EXPLOITEURS

Le marché "Kunta Kinté", vous connaissez? Il est situé à Adjamé, à la sortie de la Gare-Nord, du côté de Bracodi-Bar. C'est le marché aux enfants!

Dans ce pays, une mère de famille n'a pas le droit de vendre son Gombo, ses mangues ou ses beignets sur le bord des trottoirs. Son mari non plus n'a pas le droit de s'installer pour réparer les voitures ou ouvrir un kiosque. Parce que les pauvres gênent la vue des riches. Alors, ils envoient par l'intermédiaire

de la mairie leurs loubards casser les étalages et confisquer les marchandises.

Si tu travailles dans une usine, tu dois accepter toutes les conditions que le riche t'impose. Sinon, comme à la Caréna, les riches et leur armée vont te gazer, te frapper, te traiter de bandit et te menacer de surcroît de renvoi! Ou bien comme ceux de SOGB, ils vont purement et simplement t'envoyer l'armée pour te frapper, t'humilier, jeter tes affaires

L E U R S O C I E T E

dans la rue, renvoyer ton enfant de l'école, violer ta femme et te renvoyer comme un chien sans aucun droit! Ou bien encore comme ceux de la RTI il y a quelques jours, ils vont t'accuser de casser le matériel et te mettre en prison.

Voilà la réalité, si tu es pauvre, dans ce pays.

Et quand tu es trop pauvre, incapable de t'occuper de tes enfants, de les nourrir, tu es condamné à les laisser se débrouiller dans la rue pour qu'ils ne meurent pas de faim. Mais là, tu as mal fait: le gouvernement avec son "*ministère de la famille*" va te mettre en prison pour abandon d'enfant. Ils te mettront en première page de leurs journaux et te traiteront de parent indigne!

Ce que les riches et leur gouvernement acceptent c'est que

tu ailles vendre ta fille de 9 ans au marché d'Adjamé, au marché Kunta Kinté, pour que les riches puissent l'exploiter 15 heures par jour... pour 5.000F ou 10.000F par mois. Et en prime, ils vont peut-être te la violer, ta fille.

La seule chose que les riches te laisseront faire librement, c'est te laisser prier dans les multiples églises, temples ou mosquées qu'ils construisent pour toi. Non pas parce qu'ils craignent la colère de dieu, mais parce qu'ils savent que dieu a choisi le camp des riches. Tu es aujourd'hui en enfer -y a-t-il un autre mot pour qualifier ta vie?- et ils te promettent un paradis après ta mort moyennant ton pardon et ta résignation à l'ordre social des riches. Mais ils gardent bien de te dire que le paradis il est sur terre. Il se trouve du côté de Cocody et de Rivira Golf.

LE BONHEUR POUR UNE MINORITE
ET LE MALHEUR POUR LA MAJORITE

Yakassé-Attobrou est une sous-préfecture de 50.000 habitants. Elle est située à 30 kms d'Adzopé. Dans cette sous-préfecture, il n'y a pas un seul hôpital. Le seul dispensaire qui existe n'a pas de médecin. Et pourtant 500 femmes y viennent accoucher tous les mois, sans compter tous les malades qui

viennent se soigner. Il n'y a pas non plus d'ambulance. La route est impraticable pendant la saison des pluies... sauf dans les périodes électorales. C'est comme pour dire à la population pauvre de cette région: mourez en paix et voter! Vous êtes en régime démocratique!

L E U R S O C I E T E

SYSTEME CAPITALISTE = SYSTEME CRIMINEL

Après l'incendie criminel du marché de Treichville, c'est au tour du marché de Man. C'est à se poser des questions.

Si j'étais un patron d'assurance, je brûlerais le marché afin d'obliger les marchands à s'assurer.

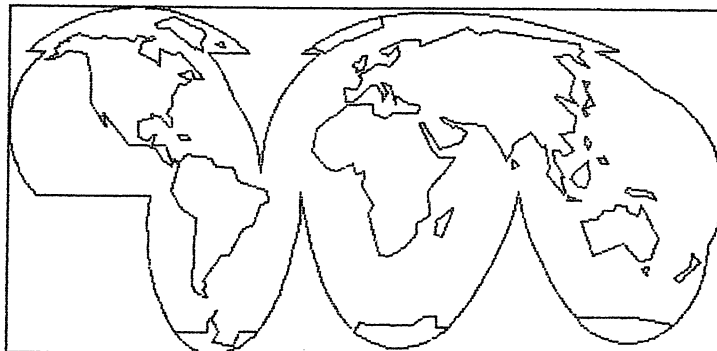
Si j'étais un promoteur immobilier, je brûlerais le marché pour qu'on en construise un autre.

Si j'étais le patron de la

CIE, je me moquerais de la sécurité. L'essentiel pour moi, n'est ce pas de faire tourner les compteurs?

Si j'étais le gouvernement, pourquoi dépenserais-je de l'argent pour les pauvres, en payant des pompiers. Cet argent serait les mieux venus dans mon compte en Suisse.

Si j'étais un pauvre, je ne ferais pas un grain de confiance à toutes ces crapules!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS


UNISSONS-NOUS !

**LA MONTEE DE LA POLITIQUE
ETHNISTE ET DU NATIONALISME
DANS LES PAYS AFRICAINS**

En Afrique, chaque fois qu'il y a un conflit d'une certaine ampleur comme celui qui se déroule actuellement au Zaïre, il a tendance à prendre un caractère ethnique. Pour certains, ce sont les dirigeants qui sont responsables de ce genre de guerres ethniques. Pour d'autres, l'ethnisme est une réalité et ces conflits sont inévitables. Dans leurs propos transparait une résignation. Et ceux qui se hasardent un peu à parler d'avenir ne proposent que des solutions éculées du genre "Etat de droit", "intégration régionale", etc.

Le Rwanda, le Zaïre, l'Angola, le Libéria, le Soudan, etc, nombreux sont en effet les pays africains qui sombrent non seulement dans la misère mais aussi dans des affrontements ethniques, où des bandes armées font la loi, opposent les populations les unes aux autres, se servent de leurs cadavres comme marche-pied pour accéder au pouvoir. D'autres conflits de ce type sont encore possibles, car dans chaque pays africain, il y a un Rwanda, un Burundi qui est en sommeil. Il n'est même pas exclu que ces conflits se généralisent et que demain toute l'Afrique soit transformée en un vaste camp de concentration dans lequel les populations s'entre-déchireraient sur des bases ethniques.

**C'EST LE CAPITALISME QUI TUE
L'AFRIQUE...**

Mais d'où vient tout cela?
Est-ce que ce serait tout simplement le fait des dirigeants

ou des préjugés et autres anciens rapports entre les populations, comme le prétendent certains? Assurément pas! La cause profonde des guerres ethniques, de la misère, du sous-développement en général en Afrique est le capitalisme.

Dans les premiers pays d'Europe où il est né, en Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, etc, le capitalisme a créé de grands ensembles. Il les a unifiés politiquement, économiquement, linguistiquement et culturellement. Cette unification ne s'est pas faite évidemment en un jour. Pour la France par exemple, divisée dans un passé lointain entre de nombreux particularismes régionaux, des dialectes divers dont l'ensemble ressemblait à bien des égards aux divisions ethniques des pays africains, il a fallu plusieurs siècles d'évolution, pour que les différents particularismes se résorbent pacifiquement ou dans la violence. Cette évolution dans le sens de l'unification nationale était liée au développement de l'économie capitaliste et de la classe bourgeoise porteuse et bénéficiaire de cette économie.

C'est la révolution française qui, en détruisant la classe féodale et le pouvoir du roi, a fusionné toutes ces régions au nom de l'unité du peuple français. La bourgeoisie, qui était révolutionnaire à l'époque, a pris la tête de l'ensemble des masses pauvres du

pays, au nom de "l'unité de la nation" et a réussi ainsi à transformer radicalement la société. C'est du creuset de cette révolution qu'est née la France actuelle. Ensuite grâce au pillage du reste du monde et notamment de l'Afrique, cette même bourgeoisie a jeté les bases d'un développement économique qui a permis d'achever et de renforcer le sentiment d'appartenir à une même nation ou une même communauté de destin.

Mais en Afrique, les choses se sont passées différemment. Quand il s'est implanté sur ce continent, le capitalisme n'était plus révolutionnaire. Il était déjà devenu pourrissant. Ainsi, au lieu de faire surgir des révolutionnaires du genre de ceux qui avaient réalisé l'oeuvre colossale de la révolution française, il nous a apporté des militaires, des colons, des commerçants avides de profit, des missionnaires et autres aventuriers de tout poil, qui se sont appuyés d'abord sur les notables, les chefs, et plus tard sur des gens comme les Houphouët et les Tombalbaye, etc, tout en utilisant déjà le tribalisme, l'ethnisme pour consolider leur domination. Au lieu de la science, du progrès, au nom desquels la bourgeoisie avait fait sa révolution, le même système chez nous s'est servi des traditions rétrogrades, de la religion, de la polygamie, des castes, des pouvoirs des chefs, de l'obscurantisme et des superstitions pour s'imposer.

Mais c'est surtout économiquement, socialement que le capitalisme a fait le plus de mal à l'Afrique. Si ailleurs, comme en France, grâce notamment au pillage des autres régions du monde, ce système a permis de bâtir des sociétés développées, en Afrique, c'est tout le

contraire. La pénétration de l'argent dans les vieilles sociétés a progressivement démolit celles-ci, mais elle n'a surtout rien construit de viable à la place.

Infiniment plus que tout autre chose, c'est l'action souterraine des forces économiques qui est en train de transformer radicalement et de détruire progressivement l'Afrique ancestrale. La loi de l'argent tue le village, détruit l'Afrique ancestrale, parce que toute l'économie d'aujourd'hui est ainsi conçue et ne peut plus se passer de l'argent. Quelle différence avec l'époque du colonialisme où l'on a dû imposer l'impôt pour convaincre le villageois à travailler pour l'argent, à produire du cacao, du coton ou de l'arachide! Aujourd'hui, c'est "naturellement" pourrait-on dire, par l'intermédiaire des lois économiques, que s'impose la supériorité de ce qui rapporte de l'argent sur ce qui sert à satisfaire les besoins des villageois. Ainsi, la culture vivrière disparaît devant les cultures de rente, celles qui rapportent de l'argent. Même le village le plus reculé, le plus éloigné des routes, qui n'a ni eau courante, ni électricité, travaille maintenant pour le marché mondial, pour l'argent.

Et le bilan est lourd: l'Afrique est devenue exportatrice des matières agricoles. Elle nourrit l'Europe et même le bétail des pays riches, mais elle ne parvient plus à se nourrir elle-même. La production du cacao, du café, de l'arachide ou du coton augmente, mais le nombre des affamés et des sous-alimentés se développe aussi. Au plus fort de la sécheresse de 1973, on estimait

à 80 millions le nombre des sous-alimentés. Mais il est à plus de 200 millions aujourd'hui. Ce sont des dizaines de millions de tonnes de céréales que l'Afrique importe aujourd'hui contre seulement 2 millions en 1960.

Voilà la source profonde de la disparition de l'Afrique des villages! Les campagnes se vident car la misère chasse les gens des villages vers les villes. Mais cette évolution se fait sur un fond de misère de plus en plus catastrophique. Les campagnes traditionnelles ont quasiment disparu, comme au début du capitalisme en Angleterre ou en France. Mais si le capitalisme a chassé les paysans des campagnes, il ne leur offre pas de travail dans les villes en conséquence. Seule une petite fraction des prolétaires trouve du travail dans l'industrie ou dans les grandes entreprises. La grande majorité est contrainte de vivoter de travail occasionnel, dans ce qu'on appelle maintenant la planète des bidonvilles, sans ressource stable, sans logement assuré, sans moyen de se nourrir, se soigner ou s'instruire.

Abidjan, Lagos, Kinshasa et autres capitales africaines, qui passaient avant pour les plus modernes, sont devenues aujourd'hui de véritables concentrés de poudre explosive. Le capitalisme les a transformées en de véritables jungles où les plus forts vivent sur le dos des plus faibles. Des quartiers entiers sont sous le contrôle des gangs qui y font la loi. C'est la lutte pour la survie, "chacun se cherche" pour s'en sortir, comme il peut et souvent au détriment des autres. C'est le règne des sentiments les plus bas, de la cupidité, de l'égoïsme et de l'individualisme. Car, c'est connu, la misère ne favorise pas les relations humaines.

Certes, d'une certaine façon, les grandes villes constituent tout de même un creuset qui brasse et mélange les ethnies. Mais en raison de la misère et des conditions réactionnaires du capitalisme pourrissant, cette évolution, cette fusion ne va pas jusqu'au bout. La fusion des ethnies ne peut se réaliser que dans une certaine mesure. Dans la lutte pour la survie que se mènent des millions de pauvres, beaucoup d'entre eux pensent que l'ethnie pourrait être un refuge. Mais surtout, pour arriver au pouvoir ou s'y maintenir, la caste politique s'appuie sur ces préjugés, les renforce et pousse dans le sens de la division sur ces bases-là. Les différents politiciens exploitent les frustrations et le mécontentement des masses pauvres qu'ils canalisent à leur manière. Ceux qui sont au pouvoir se présentent volontiers comme les défenseurs surtout des intérêts des gens de leur ethnie. Symétriquement, les politiciens de l'opposition combattent le pouvoir en utilisant les mêmes armes que lui. Aussi "démocrates" qu'ils veuillent apparaître, ils ne combattent pas la politique tribaliste des pouvoirs en place au nom de la cohabitation fraternelle de toutes les ethnies mais plutôt au nom de l'ethnisme de leur propre ethnie aussi.

C'est cette logique-là, cette politique, qui est à la base des différentes guerres ethniques, qui a conduit aux massacres au Rwanda, au Burundi, au Zaïre ou au Libéria!

**LA LIGNE DE DEMARCATION
N'EST PAS ENTRE TELLE ETHNIE
ET TELLE AUTRE, MAIS ENTRE
RICHES ET PAUVRES, BOURGEOIS
ET PROLETAIRES**

Dans la société actuelle, l'opposition fondamentale n'est pas celle qui semble la plus visible, celle en tout cas que les journalistes mettent en évidence et que les hommes politiques utilisent et excitent. Si l'on considère un pays comme la Côte d'Ivoire, par exemple, elle n'est pas entre Baoulés et Bétés ou Baoulés et Dioulas ou entre "Ivoiriens" et "non Ivoiriens". L'opposition fondamentale est entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, exploités et exploités.

Les travailleurs et les masses pauvres en général n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens bourgeois et aux journalistes à leur solde quand ils parlent de l'"ivoirité", de la "nation", de l'"intérêt général", de l'ethnie, de la religion, etc. L'ethnisme, le nationalisme ou l'intégrisme, chacune de ces politiques est un piège dans lequel les politiciens bourgeois cherchent à entraîner les pauvres. C'est un moyen dont ils se servent pour détourner leurs luttes, leur colère, et les diriger vers des voies sans issue. Tous ces politiciens qui cherchent à les opposer les uns aux autres au nom du nationalisme, de l'"ivoirité", visent tout simplement se servir d'eux comme d'un tremplin ou chair à canon pour se hisser au pouvoir.

La "nation" ou l'"ethnie" des bourgeois africains n'est pas ce qu'ils veulent faire croire. Leur nation ou leur ethnie, la vraie celle-là, c'est quelque chose de plus vaste: c'est celle des riches, du coffre-fort, de la mafia, des vrais bandits qui pillent les richesses de nos pays et condamnent des millions de gens à mourir tout simplement de misère. Voilà leur véritable

ethnie, où l'on trouve évidemment des riches noirs bien de chez nous, bien sûr, mais aussi des Blancs, des Français, des Américains, des Allemands et autres, tous unis par la volonté commune d'exploiter les pauvres, quelle soit leur ethnie ou pays.

Inversement, les travailleurs et les Africains pauvres en général n'ont pas non plus de patrie ou d'ethnie à défendre. Quelles que soient leurs origines culturelles, leurs croyances, ils constituent une classe à part, celle des travailleurs, des opprimés, qui subissent la même misère, les mêmes maladies et la même dictature, imposées par tous les riches, sans exception. Par conséquent, la seule chose qu'ils aient à défendre, ce sont leurs intérêts communs, les intérêts de tous les prolétaires, quels que soient leur ethnie et leur pays d'origine.

**SEUL LE PROLETARIAT ORGANISE
PEUT DETRUIRE
LE CAPITALISME ET EN FINIR
AVEC LES DIVISIONS ET LES
GUERRES ETHNIQUES...**

L'avenir, c'est la formation des grands ensembles et la cohabitation fraternelle des peuples: l'unification de tous les Etats actuels dans le cadre d'une fédération des Etats-Unis Socialistes d'Afrique. Mais cela ne peut se faire dans le cadre du système actuel qui alimente l'ethnisme, le nationalisme, la concurrence, la lutte des uns contre les autres, les divisions de tout genre. La seule perspective, c'est d'en finir avec le capitalisme, de retourner contre lui les forces qu'il a mises en branle, car tant que ce système durera, il n'y aura pas de vie

digne de notre époque pour les masses pauvres et aucun problème, y compris les guerres ethniques, ne pourra trouver de solutions.

En pénétrant l'Afrique, la loi de l'argent n'a pas produit que des misérables, des chômeurs et des paysans déracinés. En peu d'années, elle a produit aussi une classe ouvrière dans tout le continent et dans certains pays de véritables concentrations ouvrières. Et ces travailleurs sont bien autre chose que des déclassés et des déracinés. Ils peuvent construire une nouvelle solidarité entre eux, une conscience nouvelle, collective, porteuse d'avenir, qui saurait unir les hommes et les femmes d'ethnies et de religions différentes mais en butte aux mêmes problèmes et ayant les mêmes intérêts.

La classe ouvrière est surtout une force capable de bâtir un monde nouveau. Si les travailleurs accèdent à la conscience de leur destin commun en tant que classe ayant les mêmes intérêts, ils pourront disposer d'un levier pour soulever toute la société et la

transformer radicalement en détruisant le capitalisme. Dans les usines, les quartiers ou les familles, chaque ouvrier a autour de lui des dizaines, voire des centaines de prolétaires, de semi-prolétaires, de chômeurs, de journaliers faisant de petits boulots et aussi tout un peuple de petits artisans qui, unis, peuvent être autant de combattants pour la nouvelle société. Pour peu que la classe ouvrière mène son combat, elle peut devenir une force attrayante, attirante et prendre la tête de l'ensemble des pauvres contre toutes les forces réactionnaires, ethniques, religieuses ou autres.

Il n'y a pas un autre choix. Pour le futur, le prolétariat est le seul élément organisateur. Mais tout cela n'est ni spontané ni automatique. La classe ouvrière ne peut jouer le rôle qui est le sien et réorganiser la société de fond en comble que si elle en a l'ambition et si elle dispose des partis qui militent sur la base de ces idées et organisent des travailleurs autour.

* * * * *
 * * * * *
 * * * *
 * *
 *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.